

Compte-rendu du C.T.L. 04/04/2017 : le discours de la méthode

Pour Solidaires Finances Publiques, une des conditions d'un dialogue social véritable passe par la tenue d'un discours cohérent et d'une méthode rationnelle.

Force est de constater que, malgré les changements de personnes, telle n'est pas la vision de la DRFiP. Encore une fois, le président du C.T.L., en l'occurrence M. BONNET, le nouveau directeur, nous a gratifié d'une démonstration qui, pour notre organisation, défie les lois les plus élémentaires de la logique.

L'intersyndicale (Solidaires – C.G.T.) avait proposé aux agents des services concernés par les fusions à l'ordre du jour du C.T.L. de venir expliquer pourquoi, à leur sens, ces restructurations non seulement ne régleraient aucun problème (vacances d'emplois, modifications législatives incessantes...) mais en créeraient même davantage. Surtout, les collègues directement concernés ont expliqué que, depuis que le calendrier de ces restructurations avait été annoncé, une autre décision avait été prise, celle de la mise en place du Prélèvement A la Source (P.A.S.) qui viendra impacter tant les S.I.P. que les S.I.E.

Il semblait donc logique que la direction revoie sa copie et accepte, si ce n'est une annulation de son projet, *a minima* un moratoire sur cette restructuration impréparée, précipitée et dans un tel contexte de bouleversements.

Naturellement, il a donc été question de la date de mise en place des nouvelles structures. L'Administration, butée, n'a pas voulu accéder à cette demande pourtant argumentée. Le Directeur s'est borné à répéter que tout pouvait être discuté **après** que le C.T.L. ait donné son avis. Il nous a alors exposé une méthode de travail qui aurait pu trouver notre aval si elle ne mettait pas la charrue avant les bœufs et ne laissait au final aucune latitude sur l'essentiel des décisions. Pour les personnels comme pour leurs représentants, il est inacceptable de laisser un chèque en blanc à la Direction.

Devant tant de mauvaise foi, les représentants de l'intersyndicale accompagnés des personnels ont quitté la séance sans avoir siégé. Il appartient désormais aux agents de décider des suites qu'ils voudront donner à ce passage en force.

Solidaires Finances Publiques demeurera à leurs côtés pour que triomphent la logique et la raison.

